

Rapport d'activité

2014 500 ENTREPRISES
SOLIDAIRES

UNE FÉDÉRATION
PRÉSENTE DANS TOUTE
LA FRANCE

POUR UN DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DURABLE
DES TERRITOIRES

Sommaire

Vue d'ensemble

- 06 ■ COORACE en deux mots
- 06 ■ La fédération
- 07 ■ Le réseau d'entreprises
- 08 ■ Les instances fédérales
- 09 ■ Les évolutions statutaires votées en 2014
- 10 ■ L'équipe du COORACE national
- 11 ■ Les équipes des COORACE régionaux

Le réseau d'entreprises COORACE

- 14 ■ Des projets d'entreprises diversifiés
- 17 ■ Trois axes d'innovation majeurs
- 17 ■ L'innovation sociale promue par COORACE

La fédération à leur service

- 20 ■ Plaidoyer - Représentation et promotion des adhérents
- 22 ■ Recherche et innovation sociale - Prospective
- 23 ■ Développement des compétences et projets des adhérents
Qualité / Développement économique / Juridique
Egalité Femmes-Hommes / Formation
- 28 ■ Animation de la vie du réseau

Edito

Une fédération en mouvement

Les entreprises COORACE ont pour ambition d'agir sur l'emploi et l'intégration de tous-tes dans les échanges économiques en intervenant au cœur même du modèle de développement à l'œuvre dans leurs territoires. Analyse et prise en compte des besoins et opportunités, coopérations locales, innovations sociales, stratégies de développement d'activités, mise en œuvre de solutions structurantes pour l'emploi et la sécurisation des parcours professionnels... tels sont les atouts des initiatives menées par nos adhérents.

Ce rapport d'activité met en lumière quelques-unes de ces initiatives. Il montre également comment la fédération accompagne ses adhérents, avec une offre de services enrichie et adaptée. Il rappelle les actions fortes de plaidoyer menées en 2014, qu'il s'agisse de la mise en œuvre de la réforme des financements de l'insertion par l'activité économique ou du vote de la loi sur l'économie sociale et solidaire. Il évoque les travaux en cours, tels que le chantier visant la rénovation du modèle des associations intermédiaires. Il donne enfin à voir l'organisation fédérale et les évolutions statutaires votées en 2014 pour une fédération toujours plus proche de ses adhérents, aux niveaux national et régional.

A noter également en 2014, le départ d'Alexandre BONJOUR, dont je salue ici l'action, et l'arrivée de Maud GUILLERME, au poste de Secrétaire Générale.

Aux adhérents COORACE, chaque année plus nombreux, aux décideurs-euses politiques qui nous consultent et nous écoutent, aux partenaires qui nous accompagnent et nous soutiennent dans l'action, à ceux et celles qui souhaitent nous rejoindre, je souhaite une excellente lecture de ce rapport !

Pierre LANGLADE
Président de COORACE





Vue d'ensemble

COORACE EN DEUX MOTS

LA FÉDÉRATION

LE RÉSEAU D'ENTREPRISES

LES INSTANCES FÉDÉRALES

**LES ÉVOLUTIONS STATUTAIRES
VOTÉES EN 2014**

**LES ÉQUIPES AU SEIN DU
COORACE NATIONAL**

**LES ÉQUIPES AU SEIN DES
COORACE RÉGIONAUX**

COORACE EN DEUX MOTS

Une vision de société

Celle d'une société du **mieux vivre ensemble** où chacun-e peut **construire sa place** grâce à la **solidarité** de tous-tes.

Un projet commun

Les entreprises COORACE ambitionnent de faire émerger un autre modèle de développement économique, modifiant **la place de chacun-e dans les rapports économiques et sociaux** et favorisant **l'accès de tous-tes à l'emploi**. Bien au-delà d'un rôle de réparation à destination de publics cibles, COORACE vise la **rénovation** du modèle au profit de tous-tes.

LA FÉDÉRATION

Une composition nationale et régionale

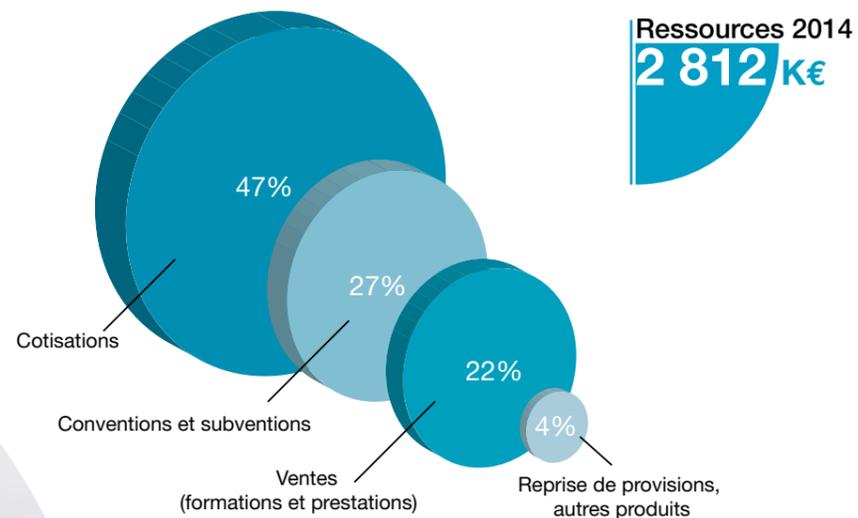
1 COORACE national
18 COORACE régionaux
1 organisme de formation, COORACE Formation

3 missions principales

La **promotion des intérêts des adhérents**, en tant qu'acteurs d'un autre modèle de développement économique.
 Une **animation de réseau** favorisant les rencontres, les échanges et les dynamiques collectives.
 Un **accompagnement** destiné à assurer le développement des entreprises du réseau et la montée en compétence de l'ensemble de ses représentant-e-s.

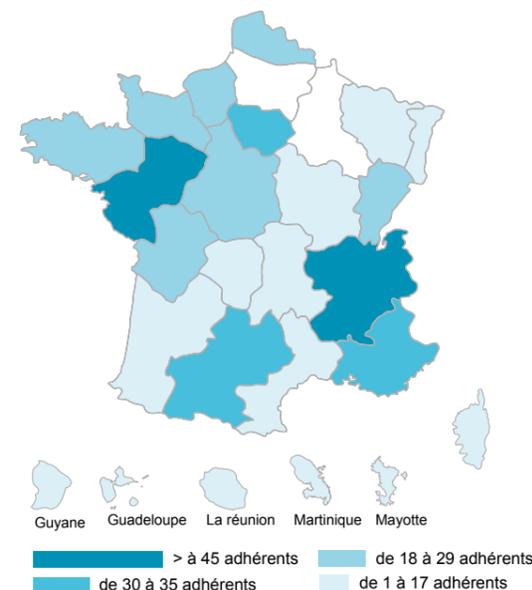
Ressources financières du COORACE national

(au 31 décembre 2014)



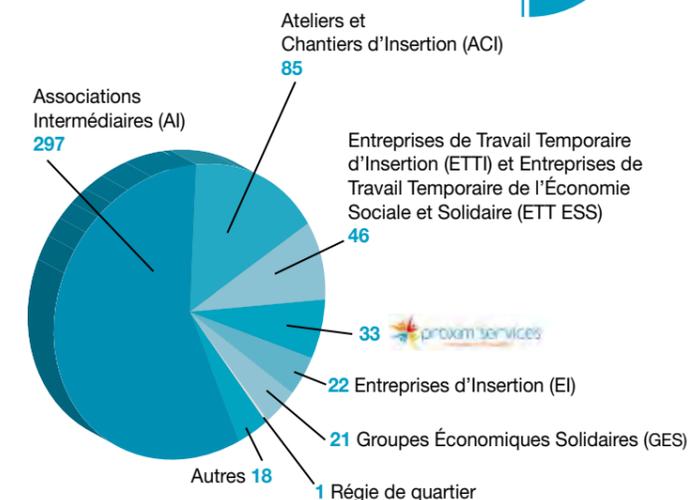
LE RÉSEAU D'ENTREPRISES

Répartition géographique des adhérents (au 31 décembre 2014)



Répartition des adhérents par type (au 31 décembre 2014)

Nombre total d'adhérents
523



Effectifs salariés au sein des entreprises du réseau

(Source Observatoire COORACE 2013)

Salarié-e-s en parcours d'insertion	68 830
Salarié-e-s Permanent-e-s	2 825
Total	71 655

proxim'services	
Intervenant-e-s à domicile dans le réseau	2 273
Encadrant-e-s dans le réseau	ND

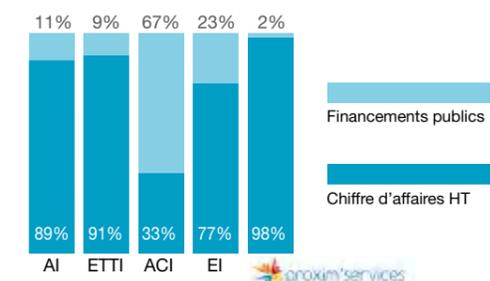
Financement des entreprises du réseau (Source Observatoire COORACE 2013)

Chiffre d'affaires HT cumulé

SIAE	287 M€
Réseau proxim'services	21 M€
Total	308 M€

Une mission financée à **86%** par l'activité économique des entreprises

Part des financements publics dans les ressources des entreprises du réseau (en % du total des ressources)



■ Pour plus de détails sur la répartition des sorties vers l'emploi par secteur d'activité et sur le profil des salarié-e-s en parcours d'insertion, se reporter à l'Observatoire national COORACE.

■ Sur les différentes dimensions des apports des entreprises COORACE aux territoires (au-delà de l'emploi), voir la démarche d'évaluation de l'utilité sociale territoriale proposée par COORACE (page 22)

LES INSTANCES FÉDÉRALES

À l'issue de l'Assemblée Générale COORACE du 23 mai 2014

Membres du Bureau

	Collège	Région ou entreprise représentée
Pierre LANGLADE, <i>Président</i>	Région	COORACE P.A.C.A.
Christophe CHEVALIER, <i>Vice Président & Porte-parole</i>	Adhérent	Archer (26)
Jacqueline SAINT-YVES, <i>Trésorière</i>	Région	COORACE Basse-Normandie
Christian DUBOIS, <i>Trésorier Adjoint</i>	Adhérent	Air Travail Temporaire 84 (84)
Françoise LEROY, <i>Secrétaire</i>	Région	COORACE Franche-Comté
Arnaud DALLE	Région	COORACE Haute-Normandie
Patrick RADJEF	Région	COORACE Ile-de-France
Armand ROSENBERG	Région	COORACE Rhône-Alpes

Membres du Conseil d'Administration

	Collège	Région ou entreprise représentée
Latifa BELHOUARI	Adhérent	DS Emploi (27)
Dany BERGEOT	Région	COORACE Corse
Eric BESSE	Région	COORACE Nord-Pas-de-Calais
Christian BONNET	Région	COORACE Auvergne
Philippe BOUQUET	Région	COORACE Basse-Normandie
Christiane BRINGEL	Adhérent	La Passerelle (31)
Renaud CHENON	Région	COORACE Centre-Limousin
Johny DIJOUX	Région	COORACE La Réunion-Mayotte
Séverine DURAND-GASSELIN	Adhérent	Proxim'Services Rhuys Muzillac (56)
Olivier FLAMENT	Adhérent	APSV (75)
Brigitte METAY	Adhérent	Unis vers l'emploi (69)
Patrick NAIRI	Adhérent	Proxim'Services Bretagne Sud (35)
Mohamed NASSOR	Adhérent	Tifaki Hazi (97)
Virginie RAPALLI	Adhérent	Lancement (91)
Sylvia RICCI-RAGUENEAU	Région	COORACE Midi-Pyrénées
Jean-Pierre RUSSEIL	Région	COORACE Poitou-Charentes
Mireille SENEQUE	Région	COORACE Aquitaine
Patrick VALENTIN	Région	COORACE Pays de la Loire
Alain VAN DEN BULCKE	Région	COORACE Bretagne

Réunions des instances fédérales 2014

Bureau
16 janvier
18 février
20 mars
10 avril
22 mai
26 juin
27 août
25 septembre
22 octobre
17 décembre

Conseil d'Administration
17 janvier
11 avril
27 juin
26 septembre

Assemblée Générale Ordinaire
23 mai

Assemblée Générale Extraordinaire
16 décembre

LES ÉVOLUTIONS STATUTAIRES VOTÉES EN 2014

En Assemblée Générale Extraordinaire, le 16 décembre dernier, les adhérents COORACE ont voté une importante évolution des statuts de la fédération. Ils clôturaient ainsi un premier volet du chantier fédéral intitulé "FEDERATION 2013" visant :

- une prise en compte plus efficace des besoins de chaque adhérent
- un lien de proximité consolidé
- une gouvernance renforcée et diversifiée
- une articulation national - régional optimisée

Il résulte du vote de ces nouveaux statuts **trois changements majeurs**

Un objet commun clarifié

Les nouveaux statuts COORACE mentionnent désormais **l'objet commun des entreprises adhérentes** tel qu'adopté par les adhérents en octobre 2011, lors du Congrès de Marseille, à savoir "contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement économique, solidaire et durable, ancré dans les territoires, créateur de richesses, de services et d'emplois de qualité accessibles à tous et toutes, et vecteur de droits, notamment pour les personnes les plus précarisées sur le marché du travail". Ceci vient acter l'évolution du réseau COORACE déclinée dans la STRATEGIE 12-17.

Une évolution de la composition du Conseil d'Administration national

À compter de la prochaine Assemblée Générale, le Conseil d'Administration sera composé de trois collèges :

Le collège Régions, désormais composé exclusivement de membres des Conseils d'Administration régionaux

Un collège de personnes qualifiées, composé de personnalités de l'Économie Sociale et Solidaire partageant les valeurs de COORACE et adhérentes à COORACE à titre individuel

Un collège composé de salarié-e-s nationaux-les et régionaux-les du réseau, venant formaliser la contribution des salarié-e-s à l'élaboration du pilotage stratégique.

Une évolution des possibilités de renouvellement des mandats d'administrateurs-trices nationaux-ales

Le renouvellement des mandats en Conseil d'Administration et Bureau sera désormais limité afin de favoriser **le renouvellement des instances nationales** et encourager la conduite **d'une politique de gestion prévisionnelle des compétences des administrateurs-trices**. La limite du nombre de mandats est fixée à 3 mandats consécutifs de 3 ans pour les membres du Conseil d'Administration et à 6 mandats consécutifs de 1 an pour les membres du Bureau.

Les nouveaux statuts sont disponibles sur www.coorace.org, rubrique "Pourquoi adhérer" Vous pouvez également les demander à coorace.viefederale@coorace.org

L'ÉQUIPE DU COORACE NATIONAL

Direction

Secrétariat général :
Alexandre BONJOUR
remplacé par Maud GUILLERME
en décembre 2014

Direction de la coordination
des projets :
Olivier ADAM, jusqu'en décembre 2014

Secrétariat de direction -
Assistanat administratif :
Isabelle HENRIST

Recherche et innovation sociale

Responsable :
Anne-Claire PIGNAL

Développement économique

Responsable :
Eric BEASSE

Chargé de mission :
David GUILLERM

Marchés publics :
Nedjma ABDELLALI

Qualité CEDRE ISO

Responsable :
Olivier ADAM remplacé par
Maud GUILLERME en décembre 2014

Chargé de mission :
Christophe LEMOINE

Assistanat et animation :
Ulisse GAUTHIER remplacé par
Elif PORTALES en septembre 2014

Formation

Responsable :
Elena POIRIER

Equipe pédagogique :
Christophe LEMOINE
Sébastien MOLLA
Philippe VIAL

Projets formations :
Mélanie MARTIN

Administration des
formations :
Anna BENAVENTE
Elise LOES

Juridique

Responsable :
Barbara TIRIOU

Juriste :
Christelle LAGUERRE
remplacée par Aurélie OLIVE
en décembre 2014

Egalité femmes/hommes

Responsable :
Barbara TIRIOU

Partenariats - Appui aux politiques publiques

Responsable :
Astrid LE VERN

Communication

Responsable :
Fanny CARPENTIER

Chargée de communication :
Cyrielle JAY, remplacée par
Lucie GIL, Assistante
communication
web en décembre 2014

Vie fédérale

Responsable :
Fabrice GELIN

Assistanat :
Elise LOES

Direction financière et ressources humaines

Contrôle de gestion :
Kautar FAHMI

Comptabilité :
Céline LECONTE
à compter de
novembre 2014

Accueil

Céline LECONTE,
remplacée en novembre 2014
par Audrey FLEURY

Entretien

Fily DEMBELE

LES ÉQUIPES DES COORACE RÉGIONAUX

Aquitaine

Mireille SENEQUE, Représentante
régionale

Alsace

André SCHWALD, Représentant régional

Auvergne

Christian BONNET, Président
Elsa APOSTOLOU, Déléguée régionale,
remplacée provisoirement depuis novembre
2014 par Aurélie JACQUET

Basse-Normandie

Philippe BOUQUET, Président
Laurent BOUVET, Délégué régional

Bretagne

Alain VAN DEN BULCKE, Président
Hélène LE CHEVALIER, Chargée de mis-
sion développement économique et commercial
Nihal BUDANCAMANAK, Chargée
d'administration

Centre-Limousin

Isabelle LEMAIRE, Présidente
Clarisse MAGNON, Déléguée régionale
Aude TIVRIER, Chargée de mission, rempla-
cée provisoirement par Claire FAUCHER,
Chargée de développement économique
solidaire, depuis octobre 2014

Corse

Dany BERGEOT, Président

Franche-Comté

Patrice HENNEQUIN, Président
Hélène EUVRARD DESCOURVIERES,
Déléguée régionale

Haute-Normandie

Arnaud DALLE, Président
Alain PIROT, Délégué régional
Roselyne N'GBALA, Chargée de mission
ingénierie des parcours insertion / formation
Sylvie LELOUARD,
Assistante administrative

Ile-de-France

Patrick RADJEF, Président
Flavien GUITTARD, Délégué régional
Nedjma ABDELLALI, Chargée de mission
marchés publics
Caroline GENY, Chargée de mission
communication et développement
Cindy REVENU, Assistante réseau

La Réunion - Mayotte

Johny DIJOUX,
Représentant régional

Lorraine

Hervé WAEGENAIRE,
Représentant régional

Midi-Pyrénées

Sylvia RICCI-RAGUENEAU, Présidente
Hélène MENARD, Déléguée régionale,
remplacée en décembre 2014
par Nicolas IMBERDIS
Steve ROUMEAU, Chargé de mission
qualité
Nicolas IMBERDIS, Chargé de mission
développement économique et ingénierie
financière jusqu'en décembre 2014
Nathalie DELCOUR, Assistante
administrative et comptable

Nord-Pas-de-Calais

Eric BESSE, Président, remplacé
en novembre 2014 par Michèle ACQUART
Marine LEMOINE, Déléguée régionale,
remplacée par Charlotte MILLEREAUX
en avril 2014

P.A.C.A.

Christian DUBOIS, Président
Adeline SCHANG-SILVIA,
Déléguée régionale
Audrey SILBERMAN, Assistante
administrative, jusqu'en septembre 2014

Pays de la Loire

Patrick VALENTIN, Président, remplacé en
juillet 2014 par Jean BURNELEAU
Clémentine HODEAU, Déléguée régionale
Florent BODIGUEL, Chargé de mission
développement économique solidaire, remplacé
en juin 2014 par Jonathan MAILLART
Nathalie FRON, Chargée de mission
professionnalisation
Patricia RUAUX, Assistante administrative
et comptable
Elodie GUILLLOUX, Assistante
administrative depuis avril 2014
Eliane COULONNIER, Agent d'entretien

Poitou-Charentes

Jean-Pierre RUSSEIL, Président
Gaël BROUCK, Directeur
Cécile AUTIN, Responsable de pôle
expertise projet et métier IAE. Référente qualité,
ingénierie de parcours, plan de
professionnalisation
Anne-Sophie LIGER, Chargée de mission.
Référente ingénierie de la formation et relations
entreprises
Marie-Ange RIBAGER, Chargée de com-
munication. Référente observatoire IAE et centre
de ressources documentaires et d'informations
Marine BACQUIE, Assistante technique
Virginie SALZERT, Attachée de direction
Christine RIVALIÈRE, Comptable
Etienne MAUNOT, Technicien informatique

Rhône-Alpes

Laurent PINET, Président
Chrystèle CORBERY, Secrétaire géné-
rale, remplacée en mars 2014 par Nicolas
SCHVOB
Noémie MORIN, Chargée de mission
formation jusqu'en juin 2014
Adeline BERNARD, Assistante





Le réseau d'entreprises COORACE

DES PROJETS D'ENTREPRISES
DIVERSIFIÉS

TROIS AXES D'INNOVATION
MAJEURS

L'INNOVATION SOCIALE
PROMUE PAR COORACE

DES PROJETS D'ENTREPRISES DIVERSIFIÉS

Les adhérents COORACE initient des activités et projets variés. Tous, néanmoins, agissent pour l'emploi et l'intégration des personnes sur le marché du travail en proposant, à l'échelle de leurs territoires, de nouvelles formes de développement économique...

Les entreprises COORACE, largement issues du champ de l'insertion par l'activité économique, participent au projet COORACE au travers de **3 axes d'innovation majeurs**, complémentaires les uns des autres. A découvrir en page 17

Villette Emploi (Ile-de-France)

Villette Emploi, adhérent parisien, mise sur **le dynamisme touristique et culturel de la capitale** pour développer des activités et des emplois utiles à l'insertion de personnes éloignées du marché du travail.

Le groupe propose des services innovants faisant sens pour les salarié-e-s, mais aussi pour les musées et leurs publics. Ainsi, en 2014, Villette Emploi a noué un partenariat avec la Réunion des Musées Nationaux (RMN). Objectif : assurer, dans le cadre de la prestigieuse exposition Monumenta, l'accueil des publics sous la Nef du Grand Palais ainsi qu'**un nouveau service de médiation culturelle** fondé sur la présence de guides en déambulation. Recrutement, formation, évaluation ont été pensés pour que la mission offre aux 30 salarié-e-s concerné-e-s un intérêt maximum du point de vue de leur insertion future sur le marché du travail. Le service a également été conçu pour améliorer l'accès à la culture des 200 000 visiteurs-euses de l'exposition !

A noter : Villette Emploi est aussi présent avec ses salarié-e-s dans des lieux emblématiques comme le 104 ou la toute nouvelle Philharmonie de Paris.

IPSO² (Poitou-Charentes)

A Niort, IPSO² souhaite que ses salarié-e-s ayant le plus de mal à sortir du parcours d'insertion traditionnellement construit autour de missions de travail ponctuelles puissent retrouver la perspective d'un emploi durable et de qualité. A cette fin, l'entreprise (conventionnée IAE) développe le recours à **des modes de contractualisation plus sécurisants** que le traditionnel CDD d'usage. Elle conclut ainsi avec certain-e-s salarié-e-s des CDD d'usage dits améliorés*, en s'engageant pour eux-elles sur des volumes d'heures importants.

Par ailleurs, l'entreprise a créé deux sociétés commerciales, IPSO Services (prestations multiservices) et IPSO Particuliers (services à la personne dits "de confort"), en vue notamment de **stabiliser en CDI les personnes en sortie de parcours**.

IPSO Services porte également un conventionnement Entreprise d'insertion sur 2 postes, permettant de **diversifier l'offre d'insertion**. IPSO² mise sur l'effet d'entraînement de cette diversification : les nouveaux client-e-s de ces entreprises vont également découvrir le reste de son offre de services, créant ainsi un cercle vertueux. IPSO² innove en matière d'insertion mais également du point de vue des **activités investies**. C'est le cas lorsqu'elle développe le lavage écologique de voiture sous la franchise Lavéo...

A noter : IPSO Services (une SASU) est détenue exclusivement par IPSO² et IPSO Services est l'unique actionnaire d'IPSO particuliers (une SARL), ce qui permet de garantir une gouvernance unifiée et un réinvestissement des bénéfices au service du projet social.

* Le CDD d'usage amélioré n'est pas un nouveau type de contrat de travail mais simplement une autre manière d'utiliser le traditionnel CDD d'usage en le recentrant sur le projet d'insertion du- de la - salarié-e.

Happy Culture Citadine

(Haute-Normandie)

Interm'aide Emploi a lancé en 2014 Happy Culture Citadine. Ce faisant, l'entreprise relève un défi : **créer de l'emploi dans un quartier urbain sensible** de Rouen où le chômage atteint aujourd'hui 40 % des actifs tout en abordant **un enjeu écologique de taille**, à savoir la préservation des populations d'abeilles, garantes de la biodiversité.

Concrètement : Happy Culture Citadine implante et entretient des ruchers dans des zones urbaines et péri-urbaines où la filière apicole est peu structurée. Elle a pour ce faire créé dès le lancement du service en 2014 deux emplois techniques pour deux jeunes connaissant des difficultés d'intégration sur le marché du travail. Avec un objectif de 200 ruches installées d'ici 2018, de nouveaux services et emplois sont d'ores et déjà prévus autour de l'installation de ruches urbaines, de l'élevage d'essaims et de la fabrication de produits issus de la ruche. En vue également, **un programme de sensibilisation au développement durable** à travers l'apiculture et ses enjeux, déjà opérationnel pour les 18 salarié-e-s du chantier d'insertion.

A noter : les ruches, tout comme bien d'autres produits, sont fabriquées en bois de pays dans l'atelier Menuiserie du chantier d'insertion...



Unis vers l'emploi (Rhône-Alpes)

A Villeurbanne (69), le groupe Unis vers l'emploi propose aux entreprises locales **un service en Ressources Humaines** à l'attention des employeurs du territoire, nommé "Parcours gagnants". Ce service constitue également **une offre d'insertion renforcée** pour les salarié-e-s concerné-e-s, tous-tes en difficulté sur le marché du travail. L'objectif : répondre aux **besoins occasionnels** d'entreprises sur une filière donnée en vue, à terme, d'**embauches durables** dans ces entreprises. Sur les métiers de proximité, Unis vers l'emploi a ainsi développé des Parcours gagnants "gardien-ne-s d'immeuble", un métier en tension dans le logement social, qui a beaucoup évolué ces dernières années et qui requiert de grandes compétences techniques et relationnelles. **En lien avec des bailleurs sociaux** de l'agglomération lyonnaise, le groupe a ainsi conçu un service se déployant autour d'un parcours type de 6 à 24 mois, en quatre étapes :

- 1 Le repérage de candidat-e-s parmi les personnes en parcours au sein du groupe
- 2 La préparation au recrutement
- 3 Le placement sur mesure auprès des bailleurs sociaux
- 4 Un suivi post embauche

Résultats en 2014 :

37 salarié-e-s inscrit-e-s dans le Parcours gagnant "gardien-ne-s d'immeuble", 12 embauches durables, 100% des salarié-e-s embauché-e-s depuis 3 ans sont toujours en poste et, surtout, une réponse structurante au territoire et à ses employeurs pour mieux pourvoir à des emplois sur un métier en tension.

AirServices ● ● (Poitou-Charentes)

A Parthenay, dans les Deux-Sèvres (79), AirServices propose aux entreprises du territoire (principalement des artisans, TPE et PME) VITA-Air, un **audit gratuit de leurs ressources humaines**. Cet audit comprend une analyse des besoins de l'entreprise en termes de tâches et une synthèse des compétences basiques nécessaires pour les réaliser.

Un tel travail permet aux dirigeant-e-s de revoir leur organisation, de mieux calibrer leurs besoins en personnel, afin d'ouvrir des opportunités d'emploi à des personnes ne disposant pas forcément de qualifications importantes. L'entreprise s'adresse ensuite généralement à AirServices pour répondre à ses besoins en mise à disposition de personnel. Les mises en situation de travail au sein d'AirServices permettent alors aux salarié-e-s de **valider leurs compétences** par des attestations co-signées avec l'entreprise, et de préparer ainsi une **intégration durable sur le marché du travail local**.

En soutien à ce service, AirServices a développé des outils, notamment une base de données des "compétences basiques" des personnes en recherche d'emploi qu'elle accueille et des emplois proposés par les employeurs du territoire, ouvrant ainsi à une **fonction de gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences** (GPECT).

Résultats en 2014 :

ce sont 113 personnes qui ont retrouvé le chemin de l'emploi grâce à ces services. 524 ont bénéficié d'une attestation de compétence. C'est le territoire tout entier qui gagne désormais en rationalisation et en optimisation des compétences pour l'accès à l'emploi du plus grand nombre.

Alvéole ● ● ● (Rhône-Alpes)

En Haute-Savoie (74), dans la vallée de l'Arve, Alvéole propose à des communes, à la région Rhône-Alpes et à des entreprises locales de **coopérer pour diminuer les impacts environnementaux** liés au traitement des déchets, en **valorisant la biomasse**.

Alvéole a ainsi testé une nouvelle source d'énergie de chauffage renouvelable issue de la transformation des déchets ligneux provenant de l'entretien des forêts. Elle a valorisé la biomasse en circuits courts en créant localement du compost et en l'utilisant pour re-végétaliser les pistes de ski, dont la qualité agronomique des sols est appauvrie par les activités hivernales. Elle a également permis l'organisation de nouvelles formes de coopération territoriale avec du co-compostage entre agricultrices et services techniques communaux ou la mise sur pied d'un service de broyage itinérant...

Ces activités permettant la **transition énergétique** (réduction des émissions de carbone et donc de gaz à effet de serre) constituent autant de **leviers de développement économique pour le territoire** et sont sources d'**emplois locaux non délocalisables**, majoritairement pour des personnes en difficulté sur le marché du travail.

Par ailleurs, Alvéole a créé un **référentiel métier** "Opérateur de valorisation biomasse" pour accompagner l'émergence de nouvelles compétences sur le territoire.

A noter : Alvéole prolonge ses actions à destination du territoire dans le cadre du **PTCE InnoVales** et est membre de la communauté apprenante "PTCE Renouveau productif" animée par COORACE.

TROIS AXES D'INNOVATION MAJEURS

Les entreprises COORACE, largement issues du champ de l'insertion par l'activité économique, participent au projet COORACE au travers de trois axes d'innovation majeurs, complémentaires les uns des autres.

● Le passage d'une fonction exclusive d'intermédiaire sur le marché du travail à une **mission élargie de sécurisation des parcours socio-professionnels** dans les entreprises et sur les territoires.

● Le passage d'une logique de saisie d'opportunités pour le développement de l'activité des entreprises à une **stratégie de développement économique pour le territoire**.

● Le passage d'une logique de réponse à des problématiques sociales et professionnelles individuelles à une **logique d'offre de services aux territoires**.

Amélioration de la qualité de l'emploi de transition dans l'IAE via des modes de contractualisation plus sécurisants - Missions à fort potentiel d'intégration pour les personnes - Mise en place de différents services innovants pour faciliter le retour à l'emploi, y compris un accompagnement jusqu'à l'intégration dans l'emploi durable - Création d'emplois durables pour des salarié-e-s ne relevant plus de l'insertion

Développement d'activités stratégiques pour un développement économique, solidaire et durable des territoires (nouvelles filières d'activités, articulation dynamique entre activités de production et de services, circuits de proximité...) - Innovations économiques (hybridation des ressources...) et organisationnelles (GES, PTCE, offres de services collectives, fondé-e-s sur la mutualisation et la coopération entre acteurs du territoire autour de projets et de stratégies communes...)

Proposition de services répondant aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux des territoires (services de GPECT - gestion prévisionnelle des emplois et compétences à l'échelle territoriale -, services autour de l'animation de la coopération économique territoriale, services de R&D territoriale...)

L'INNOVATION SOCIALE PROMUE PAR COORACE

A la différence de l'innovation telle que généralement entendue (et définie par l'OCDE) - mettant en avant la finalité commerciale de l'innovation et la recherche d'un avantage concurrentiel sur le marché -, l'innovation sociale porte des finalités relevant de **l'intérêt collectif**. Elle vise le bien être de la collectivité.

Pour COORACE, **plusieurs caractéristiques** principales peuvent être retenues pour définir l'innovation sociale :

- l'objectif de répondre à des besoins humains, sociaux ou sociétaux, qui ne sont pas définis par le marché, mais par une pression politique et sociale
- l'initiative locale, ascendante, d'acteurs socio-économiques privés
- un processus s'appuyant sur une gouvernance associant de multiples parties prenantes, en particulier les personnes concernées (il s'agit de faire avec elles et non pour elles) et sur la coordination et la médiation entre acteurs
- la recherche de transformations sociétales comme le renforcement du pouvoir d'agir des individus et des groupes ou les changements dans les relations de pouvoir et les modes de gouvernance

COORACE s'appuie sur les expériences de terrain et la confrontation des points de vue pour qualifier l'innovation sociale au sein de son réseau et accompagner la mutation de celui-ci.



La fédération à leur service

**PLAIDOYER - REPRÉSENTATION
ET PROMOTION
DES ADHÉRENTS**

**RECHERCHE ET INNOVATION
SOCIALE - PROSPECTIVE**

**DÉVELOPPEMENT
DES COMPÉTENCES ET
PROJETS DES ADHÉRENTS**

Qualité / Développement économique /
Juridique / Egalité Femmes-Hommes / Formation

**ANIMATION DE LA VIE
DU RÉSEAU**

PLAIDOYER - REPRESENTATION ET PROMOTION DES ADHERENTS

Loi sur l'Économie Sociale et Solidaire du 31 juillet 2014

COORACE s'est mobilisé en 2014 dans le cadre des discussions sur le projet de loi sur l'économie sociale et solidaire (ESS) pour faire évoluer l'**agrément ESUS** (entreprise solidaire d'utilité sociale). Objectif : éviter l'attribution automatique de cet agrément aux entreprises de l'IAE, celle-ci créant de fait un risque majeur d'instrumentalisation du conventionnement IAE par des sociétés commerciales désireuses d'accéder aux financements liés. Un risque d'autant plus fort que les conditions d'appartenance à l'ESS posées par la loi (et préalables à l'agrément) ne sont pas à la hauteur des ambitions rénovatrices portées par les adhérents COORACE pour le secteur... Si COORACE n'a pu obtenir gain de cause sur l'agrément, la fédération se félicite en revanche que des initiatives de terrain qu'elle a fortement portées telles que les **Pôles territoriaux de coopération économique** (PTCE) soient reconnues par cette loi.

La mise en œuvre de la réforme de l'IAE

La participation active de COORACE dans le cadre de la réforme des financements de l'IAE a permis d'importantes avancées depuis 2013 (budget global IAE revalorisé en période budgétaire contrainte, augmentation de près de 50 % du budget des AI...). Les travaux de COORACE menés en 2014 auront quant à eux principalement porté sur les **difficultés de mise en œuvre opérationnelle** de la réforme. Les nombreuses séances de travail des administrateurs-trices nationaux COORACE avec les décideurs-euses politiques au niveau de la DGEFP comme du CNIAE auront notamment permis de plaider le cas des structures perdantes et d'alerter sur l'indispensable maintien du soutien des Conseils Généraux. Elles auront également permis de pointer les importants retards de paiement des aides au poste et les incertitudes graves liées au fonctionnement et à la gestion française du FSE, sans oublier les difficultés de fonctionnement de l'extranet IAE. Alors que cette réforme se mettait en place dans un climat tendu, COORACE a proposé le 19 mars 2014 à ses

représentant-e-s en CDIAE (Conseils Départementaux de l'IAE) une formation dédiée à la représentation au sein de cette instance. L'occasion de faire le point sur les dossiers majeurs précités pour un relais optimal au niveau des territoires...

L'évolution du modèle Association Intermédiaire (AI)

Depuis plusieurs années déjà, le contexte politique et juridique fragilise les AI avec, notamment, le développement de jurisprudences questionnant des pratiques courantes et, en 2013, l'adoption de la loi de sécurisation de l'emploi faisant apparaître la difficulté du législateur à prendre en compte les spécificités des modes d'intervention de ces structures. Cette fragilisation s'opère alors même que le chômage et le sous-emploi progressent largement dans l'ensemble des territoires.

C'est pourquoi en 2014, le chantier de rénovation du modèle AI lancé par les instances fédérales fin 2013 s'est précisé. La concertation du réseau s'organise désormais autour de **plusieurs principes**, garantis par l'animation d'un comité de pilotage dédié :

- **la capitalisation**, ce chantier se fondant sur les nombreuses innovations des entreprises du réseau
- **la transversalité**, ce sujet "AI" étant lié à l'évolution générale des missions et métiers des entreprises de l'IAE
- **la participation**, les salarié-e-s en parcours devant être entendu-e-s au premier chef
- **l'ambition**, ce chantier devant permettre de voir naître à terme un nouveau modèle d'entreprise

Après l'approfondissement d'un état des lieux des pratiques et questionnements, des groupes de travail thématiques seront mise en place en 2015 en vue d'un partage des avancées en Assemblée Générale le 22 mai 2015. **Les thèmes à l'ordre du jour** : l'évolution des missions des AI sur leurs territoires, leur rôle en tant qu'employeur, les modes de contractualisation de demain, le modèle économique à porter...

Le chômage de longue durée érigé en cause nationale

Le 7 juillet 2014, à l'issue de la "grande Conférence Sociale pour l'emploi", le Président de la République érigeait le chômage de longue durée en "cause nationale", ouvrant la voie au **plan de lutte contre le chômage de longue durée** proposé depuis par François REBSAMEN, Ministre du Travail, de l'emploi et du dialogue social. Une victoire pour COORACE, qui, avec ses partenaires, La FNARS et Emmaüs France, avait porté dans le cadre du Groupe ALERTE depuis plusieurs mois cette proposition auprès des décideurs-euses politiques. François REBSAMEN, Ministre du travail, Ségolène NEUVILLE, Secrétaire d'Etat chargée de la Lutte contre l'exclusion, Marisol TOURAINE, Ministre des Affaires sociales, Christiane DEMONTES, Présidente de CNIAE, Etienne PINTE, Président du CNLE et Laurent BERGER, Secrétaire général de la CFDT avaient alors permis aux réseaux d'être entendus.

Plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Deux avancées majeures sont à noter...

La revalorisation du RSA :

En avril 2014, COORACE, la FNARS, l'UNIOPSS, le Secours Catholique, Emmaüs France, La Fondation Abbé Pierre, ATD Quart Monde et le Collectif ALERTE obtenaient ensemble du Premier Ministre, Manuel VALLS, qu'il renonce à la non revalorisation du RSA au motif des économies budgétaires à réaliser par l'Etat. Un tel renoncement aurait contrevenu au **plan de lutte contre la Pauvreté** adopté en 2013 par Jean Marc AYRAULT en concertation avec les réseaux associatifs, ceci au moment même où le Pacte de solidarité tel qu'annoncé manquait la cible des 9 millions de français vivant sous le seuil de pauvreté et des 5 millions d'entre eux privés partiellement ou totalement d'emploi...

La situation des travailleurs-euses pauvres :

COORACE a interpellé le Premier Ministre sur la situation des travailleurs-euses pauvres, confronté-e-s à des difficultés pour se loger, s'alimenter, se soigner ou se déplacer, invoquant que pour eux-elles, l'emploi ne constitue plus un rempart contre l'exclusion. Avec ses partenaires, COORACE appelle à une réforme ambitieuse de **l'aide aux travailleurs-euses pauvres**.

Une action de plaidoyer ciblée dans le cadre des élections municipales

En lien avec un groupe d'adhérents de la région Midi-Pyrénées et leur COORACE régional, COORACE s'est saisi de l'opportunité des élections municipales de mars 2014 pour proposer à l'ensemble des entreprises du réseau un **livret de campagne** clé en main. Cet outil sert aujourd'hui aux adhérents à déployer un discours pédagogique sur l'IAE et le projet COORACE auprès d'élu-e-s locaux-ales. L'opération sera renouvelée en 2015 sous des formes adaptées pour les élections départementales et régionales de mars et décembre.

Des portes paroles locaux pour relayer le projet COORACE

Le 15 mai 2014, 8 représentant-e-s COORACE aux **projets emblématiques** se sont réuni-e-s pour une journée de travail dédiée au rôle de représentant-e COORACE dans les médias. Sont intervenus lors de cette journée, Valentin JOOS, du cabinet de conseil JOOSNABHAN, et Nourdine CHERKAoui, d'Havas Worldwide. Ce premier groupe a vocation à s'agrandir pour illustrer de manière toujours plus appuyée la contribution spécifique des entreprises du réseau COORACE à une autre économie.

Pierre LANGLADE, Christophe CHEVALIER, Françoise LEROY, Jacqueline SAIN-YVES, administrateurs-trices COORACE se sont tout particulièrement mobilisés dans le cadre de ces actions.

Les réseaux partenaires des actions de plaidoyer COORACE



FOCUS

Un Observatoire national

COORACE, avec l'appui de ses adhérents, produit annuellement un Observatoire permettant de mesurer et d'analyser l'action du réseau et ses résultats, principalement en termes d'emploi.

RECHERCHE ET INNOVATION SOCIALE - PROSPECTIVE

La démarche d'évaluation de l'utilité sociale territoriale

En 2014, la démarche d'évaluation de l'utilité sociale territoriale proposée par COORACE a été expérimentée par une vingtaine d'entreprises du réseau accompagnées, par des référent-e-s formé-e-s au sein de 4 COORACE régionaux, Midi-Pyrénées, Centre-Limousin, Ile-de-France, Poitou-Charentes.

Cette démarche permet à chaque entreprise qui le souhaite d'identifier l'ensemble de ses apports au territoire en construisant son propre référentiel d'évaluation, et de valoriser ceux-ci auprès de ses partenaires.

Cette démarche doit également permettre, à un niveau collectif, de mieux promouvoir les différentes formes de contribution du réseau COORACE à l'émergence d'un nouveau modèle de développement économique.

Forte de ces avancées, la fédération a programmé un déploiement dès 2015. COORACE propose ainsi aujourd'hui d'accompagner des référent-e-s du réseau (salarié-e-s des COORACE régionaux notamment) dans une logique de formation-action. Ces référent-e-s appuient eux-mêmes des entreprises volontaires dans leur démarche d'auto-évaluation accompagnée. Au moins 3 nouveaux COORACE régionaux souhaitent ainsi accompagner des adhérents volontaires en 2015.



Ce chantier bénéficie de l'appui méthodologique d'Hélène DUCLOS (Trans-Formation).

Un travail prospectif sur l'évolution des missions et métiers de nos entreprises

Suite au séminaire Qualité – Prospective COORACE organisé en mai 2013 sur ce thème, un cycle de visites apprenantes a été lancé dans le réseau afin de permettre, à tous ses échelons, une analyse et un partage des évolutions en cours. En 2014, ce sont 6 entreprises qui ont ainsi été "visitées" par 90 représentant-e-s du réseau. Ces visites, ainsi que les résultats de travaux antérieurs, ont notamment permis de questionner et approfondir les 3 axes d'innovation à l'œuvre dans le réseau (voir page 17).

La promotion des coopérations et la participation à la démarche nationale autour des PTCE

COORACE a poursuivi en 2014 sa participation au pilotage de la démarche nationale PTCE (Pôles Territoriaux de Coopération Economique) autour du Labo de l'ESS, avec le RTES (Réseau des collectivités Territoriales pour l'Economie Solidaire), le CNCRES (Conseil National des Chambres Régionales de l'ESS) et le MES (Mouvement pour l'économie solidaire).

L'année a ainsi été marquée par la reconnaissance légale des PTCE (loi relative à l'ESS) et la mise en place d'un soutien de l'Etat (appel à projets interministériel).

Autre temps fort : la 2^{ème} journée nationale des PTCE organisée par le Labo de l'ESS avec ses partenaires. Elle a réuni au Ministère de l'Économie et des Finances le 19 septembre 2014 près de 400 personnes. 40 PTCE, dont 9 impliquent des adhérents COORACE, ont signé à cette occasion la charte nationale de la démarche PTCE, affichant ainsi des objectifs, valeurs et principes d'action partagés. COORACE a également animé en 2014 une communauté apprenante PTCE "Renouveau Productif" avec Pôle Sud ARCHER. Les visites du PTCE en Pays de Bray, à la Chapelle aux Pots, de Bou'Sol, à Marseille, et du Multiple à Toulouse ont notamment permis la publication d'une première note de capitalisation. COORACE prépare depuis le lancement d'une nouvelle communauté apprenante PTCE "Emploi et sécurisation des parcours".

Le service Recherche & Innovation sociale a enfin participé en 2014 à la création d'outils de sensibilisation aux enjeux de la coopération économique, en lien avec le service développement économique de COORACE. Parmi ceux-ci, le "Coopérathon", désormais à la disposition des animateur-trice-s du réseau.

Les partenaires COORACE de la démarche nationale PTCE :



DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET PROJETS DES ADHERENTS

QUALITÉ



La double certification CEDRE ISO 9001

En décembre 2014, 8 nouvelles entreprises COORACE (6 associations intermédiaires, une entreprise de travail temporaire d'insertion et une société commerciale ne portant pas de conventionnement IAE) ont été certifiées CEDRE ISO 9001, portant à 27 le nombre d'entreprises ou organisations concernées. Objectif pour 2015 : 14 nouveaux certifiés !

Les nouveaux certifiés CEDRE ISO 9001

CENTRE-LIMOUSIN : APPEL EMPLOI - ECLAIR - ETHIC ÉCO
MIDI-PYRENEES : INTER RELAIS - L'ENTRAIDE - ASAC
PAYS DE LA LOIRE : MSSV - DEFII

CEDRE ISO 9001, une innovation COORACE

CEDRE ISO 9001 c'est :

- une certification de groupe concernant à la fois des adhérents COORACE, le siège de la fédération et ses délégations régionales
- une certification solidaire impliquant la participation de tous-tes à un système de management et d'amélioration continue, au développement de compétences communes...
- une certification ISO 9001 délivrée par un organisme accrédité sur la base du référentiel CEDRE élaboré par COORACE pour décrire le cœur de métier de ses entreprises adhérentes.



Le référentiel qualité CEDRE de COORACE

COORACE a entamé en 2014 des travaux afin de faire évoluer son référentiel CEDRE. Objectif : intégrer les évolutions des missions et métiers des entreprises COORACE. Le cabinet "17 Mars conseil" vient en appui à la réflexion et à la rédaction avec une étape clef en vue : le séminaire qualité COORACE de 2015.

CEDRE en quelques mots

C'est une démarche qualité développée par la fédération COORACE à l'attention de l'ensemble des entreprises de l'ESS agissant pour l'emploi et l'insertion sur le territoire. CEDRE poursuit un double objectif : mieux répondre aux besoins des personnes précarisées sur le marché du travail et aux besoins d'emplois et d'activités des territoires.

Les nouveaux certifiés CEDRE 2014

En 2014, COORACE a accompagné 8 entreprises adhérentes et 3 non adhérentes dans le cadre de parcours de formation-action Qualité. Le comité de certification CEDRE composé de 3 membres permanent-e-s et des audit-eur-rices de certification a renouvelé la certification de 7 entreprises et délivré à 6 nouvelles entreprises la certification CEDRE. Au total, au 31 décembre 2014, 93 entreprises étaient certifiées CEDRE et 120 CEDRE et CEDRE ISO 9001.

FOCUS Les engagements CEDRE

En Midi-Pyrénées, 44 % des entreprises adhérentes sont certifiées CEDRE ou CEDRE ISO 9001, soit 18 sur 41. Les "engagements réciproques" formalisés entre ces entreprises et les salarié-e-s en parcours se répartissent comme suit.

Engagement CEDRE	Axe central de l'accompagnement socio professionnel correspondant	Pourcentage
Validation professionnelle	Définition et suivi du projet professionnel	33%
Découverte	Définition du projet professionnel et découverte de nouvelles activités professionnelles	21,3%
Coup de pouce	Résolution de problèmes sociaux d'urgence	18,3%
Soutien actif	Résolution de problèmes sociaux bloquant le retour à l'emploi	15,8%
Mobilisation et préparation	Réamorçage d'une démarche d'insertion professionnelle	11,4%

DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET PROJETS DES ADHERENTS

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Développement commercial

A titre individuel, 116 entreprises COORACE (160 personnes) ont bénéficié d'un accompagnement sur la stratégie de développement et le suivi de l'action commerciale de leur entreprise. Sur un plan collectif, avec l'appui des COORACE Basse-Normandie et Bretagne, COORACE a structuré en 2014 son accompagnement pour la mise en place d'offres de services communes diffusées sous la marque "zest". zest' Bâtiment et Second œuvre est ainsi venu compléter zest' Hôtellerie Restauration grâce à l'action de COORACE Bretagne. Un zest' Collectivités ainsi qu'un zest' Propreté sont à l'étude. Sur le plan collectif toujours, COORACE structure son offre "réseau" à destination des grands comptes impliqués dans une politique de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Marchés publics

8 COORACE régionaux (60 personnes) ont bénéficié d'un accompagnement de COORACE au développement de marchés publics en 2014. Ce travail a été complété par un appui à la mission Lobbying de COORACE, notamment dans le cadre des discussions sur la loi ESS où COORACE s'est opposé aux marchés réservés, porteurs d'une vision dégradée des entreprises conventionnées IAE et des publics qu'elles accueillent et accompagnent.

Coopération

COORACE a animé dans 11 régions (pour 50 entreprises) des travaux collectifs visant à analyser les enjeux de la coopération pour les entreprises du réseau. COORACE a également accompagné individuellement 20 entreprises dans leur structuration en Groupe Economique Solidaire (GES).

Création, reprise d'activités

COORACE a diffusé en 2014 un nouveau kit Reprise d'activités, complétant ainsi son kit Création lancé en 2012. COORACE a également accompagné 5 porteurs de projets d'Entreprises de Travail de Temporaire de l'ESS (ETT ESS) dans le développement de leur plan d'affaires.

Veille

COORACE a diffusé en 2014 4 baromètres trimestriels. Proposés sous forme de notes de conjonctures, ces supports se fondent sur les résultats d'une enquête administrée chaque trimestre à quelques 150 entreprises volontaires du réseau.

Stratégie de financement

Le fonds de garantie mutualisé Crédit Coopératif - COORACE - France Active a permis cette année aux ETTI et aux ETT ESS de bénéficier de la garantie financière imposée par la loi. COORACE a également accompagné 7 entreprises pour un diagnostic économique et financier visant à mieux piloter et développer leurs activités.

Animation

La journée ENTREPRENDRE SOLIDAIRE du 16 décembre 2014 a permis aux adhérents COORACE de s'informer sur l'offre de services COORACE en matière de développement économique, de débattre de sujets clés pour leur avenir et de se rencontrer (voir pages 29 et 30).

Des offres commerciales COORACE diversifiées et... collectives !

La marque zest' pour des services ciblés

- des packs de services
- pour des clientèles Entreprises ou Collectivités
- proposées par des collectifs d'entreprises COORACE sur un territoire donné
- centrées sur des secteurs d'activités (CHRD, BTP...)
- avec une garantie Qualité constituée par des engagements de services **zest' zest'**

Une offre dédiée "développement durable"

Les entreprises COORACE proposent aux entreprises, collectivités et particuliers de la mise à disposition de personnel et des services dans différents secteurs d'activités : Espaces verts, Collecte, recyclage, revalorisation de déchets, Intérim, placement, Métiers de proximité type gardiennage, Nettoyage, Logistique et manutention, Bâtiment et travaux publics, Autres activités innovantes (diagnostics énergétiques...)



Elles offrent surtout la possibilité d'un achat responsable. Les clients COORACE, de fait, favorisent :

- l'accès à l'emploi pour tous-tes car cette préoccupation est au cœur des projets de chacune des entreprises COORACE
- une économie de proximité responsable car les entreprises COORACE travaillent en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux pour un développement solidaire et durable à l'échelle des territoires

zest' Hôtellerie Restauration est soutenue par un partenariat COORACE - UMIH



Ce partenariat signé le 16 avril 2013 permet aux adhérents COORACE de mieux travailler avec les professionnels du secteur au service de l'accès à l'emploi pour tous et toutes. A noter : l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH) représente 85 % des professionnels du secteur CHRD dans toutes les régions et départements de France.

En 2014, deux partenariats nationaux sont venus conforter cette offre d'achat responsable



Le partenariat COORACE - ERDF, signé le 16 décembre 2014, fondé sur les prestations innovantes proposées par l'entreprise LADOMIFA à ERDF et reprises par COORACE Ile-de-France dans le cadre d'un premier partenariat régional aujourd'hui devenu national.



Les travaux engagés avec le Groupe La Poste dans le cadre de l'Alliance Dynamique, signée par COORACE le 14 octobre sur l'axe Achats Responsables.

Une offre de plus en visible...



Au Forum National des Associations et Fondations, le 22 octobre 2014, COORACE présentait son offre d'achats responsables aux associations présentes. CHORUM, partenaire du salon, décernait un prix coup de cœur à COORACE Ile-de-France et ERDF pour leur partenariat.



Durant le mois de l'ESS, le 25 novembre dernier, COORACE PACA organisait SO EKO, 1^{er} salon professionnel des achats responsables et de l'ESS de la région PACA et mettait en lumière la démarche collective COORACE en matière d'achats responsables.

DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET PROJETS DES ADHERENTS

JURIDIQUE

L'appui individuel et collectif

Le service juridique de COORACE a traité cette année 100 à 200 questions juridiques par mois au bénéfice de plus de 300 adhérents. La répartition des questions en fonction des thématiques est stable, le droit du travail demeurant prépondérant. En revanche, l'origine des questions évolue. Ainsi, alors que 79% des questions émanaient des AI en 2013, cette part est ramenée à 64% en 2014. Les ACI et les EI passent respectivement de 6 à 11% et de 1 à 3 % sur la même période. Le service juridique de COORACE a également assuré en 2014 19 actions d'accompagnement collectif menées sous diverses formes (accompagnement régional des adhérents, mise en œuvre d'un DLA - dispositif local d'accompagnement - ou actions de formations pour le compte du COORACE Formation).

L'appui aux fonctions lobbying et plaidoyer et Recherche et innovation sociale

Le service juridique de COORACE a assuré une fonction d'appui dans le cadre des actions de lobbying et de plaidoyer, notamment relatives à la réforme des financements de l'IAE. Il a ainsi permis l'identification des risques et besoins juridiques liés à la transition et apporté son expertise sur les nouveautés issues de la réforme, comme les périodes de mises en situation de travail. Ce même service est également venu en soutien des actions liées à la Recherche et innovation sociale.

FORMATION

Le service formation assure **une information et un appui continus** des adhérents sur leurs obligations et opportunités en matière de développement des compétences. Il les accompagne dans le montage de leurs projets de formation, pour leurs salarié-e-s permanent-e-s et en parcours, ainsi que pour leurs bénévoles.

EGALITÉ FEMMES-HOMMES

Une charte rédactionnelle ad hoc

COORACE partage avec ses adhérents une charte rédactionnelle permettant d'assurer une égale visibilité des femmes et des hommes. Cette charte est également déclinée au niveau de l'iconographie pour lutter contre les stéréotypes Hommes Femmes véhiculés par les images.

Un appui aux projets régionaux et locaux

La mission égalité entre les femmes et les hommes de COORACE peut appuyer les adhérents qui souhaitent intégrer l'égalité effective dans leur projet. Elle a ainsi débuté un accompagnement du Groupe qualité de la région Basse-Normandie pour l'intégration de ce sujet à ses travaux.

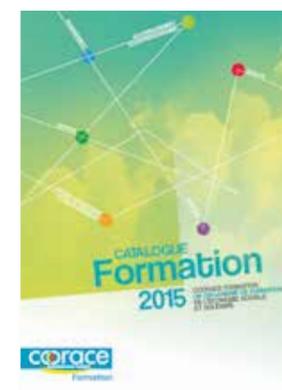
Un Observatoire de l'Egalité Femmes Hommes au sein du réseau

Pour la deuxième année consécutive, COORACE a produit un Observatoire de l'Egalité Femmes Hommes analysant la situation des adhérents. Ce support a été complété cette année de l'étude de 5 COORACE régionaux volontaires. Il vise à objectiver les pratiques en la matière et sensibiliser aux besoins d'une prise en compte de cette thématique pour ne pas concourir à des traitements inégaux.

En 2014, le service s'est attaché particulièrement, suite à la promulgation de la loi sur la formation professionnelle de mars 2014, à en décrypter les enjeux pour les entreprises du réseau.

Le service Formation intervient également en appui de la mission Lobbying et plaidoyer sur toutes les questions liées à la formation professionnelle.

Se former avec COORACE



COORACE Formation accompagne le développement des compétences des **entreprises et organisations de l'IAE** et, plus largement, de l'ESS

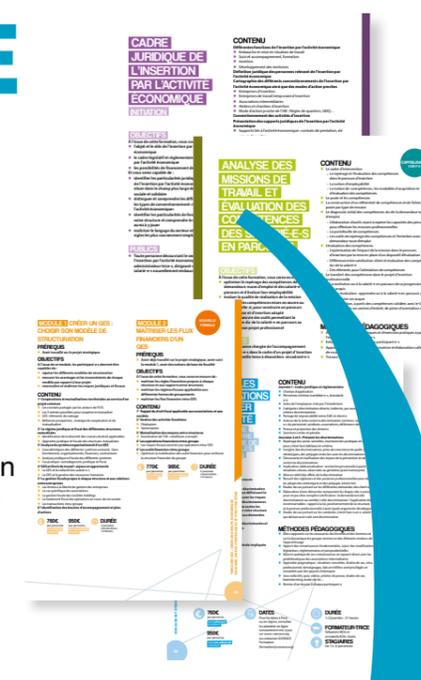
- une soixantaine de thématiques
- des formations proposées chaque année en inter-entreprises ou en intra-entreprise
- un panel de stages bénéficiant d'une prise en charge privilégiée, dans le cadre de l'Accord Groupe COORACE-AGEFOS PME

Les succès 2014

- La fonction employeur de l'association intermédiaire
- Valoriser l'expérience, faire émerger les compétences
- Le développement commercial : un incontournable de votre SIAE
- Le contrat à durée déterminée d'insertion en atelier et chantier d'insertion
- Réglementation des associations intermédiaires
- Définir un plan d'action commerciale efficace

Chiffres clés

- 125 sessions de formation organisées
- 2 500 heures de formation dispensées
- 1 235 stagiaires formé-e-s



Les Fonds mutualisés

L'Accord Groupe COORACE-AGEFOS PME

Pour les salarié-e-s permanent-e-s

Les formations "prioritaires" constituent une offre de formation spécifique, construite par COORACE, en accord avec AGEFOS PME, avec une prise en charge pouvant aller jusqu'à 100% des frais pédagogiques.

500 salarié-e-s permanent-e-s et bénévoles ont bénéficié de ces formations financées à 100% en 2014.

Pour les salarié-e-s en parcours

Les appels à projets "Fonds Mutualisés Solidaires" sont exclusivement destinés à la formation des salarié-e-s en parcours. Les critères d'utilisation de ces fonds répondent à un principe de solidarité permettant à un maximum d'entreprises et de salarié-e-s d'en bénéficier. **En 2014, 900 salarié-e-s, au sein de 66 entreprises ont été formé-e-s grâce aux "Fonds Mutualisés Solidaires".**



Toute entreprise agissant dans le champ de l'IAE et de l'ESS, ne relevant d'aucune convention collective particulière, peut adhérer à l'Accord Groupe, indépendamment de l'adhésion COORACE

ANIMATION DE LA VIE DU RÉSEAU

Des temps d'animation à tous les échelons

COORACE propose une animation de réseau favorisant les rencontres, les échanges et les dynamiques collectives, en vue notamment d'impulser toujours plus de mutualisations et de coopérations entre les entreprises membres. Cette animation s'organise tant au niveau du COORACE national que des COORACE régionaux.

Les rencontres entre adhérents

Le COORACE national propose chaque année une rencontre de l'ensemble de ses adhérents sur les thèmes de la qualité-prospective (2013) ou du développement économique. Un séminaire qualité prospective sera ainsi organisé en 2015, tandis que le 18ème Congrès COORACE aura lieu à Paris les 7 et 8 juin 2016. Les COORACE régionaux mettent de leur côté chaque année en musique un accompagnement de proximité avec des groupes de travail thématiques et de nombreuses rencontres régionales.

Les synergies entre COORACE national et COORACE régionaux

Tous les deux mois, un Comité Technique National (CTN) réunit l'ensemble des chargé-e-s de mission des COORACE national et régionaux. Par ailleurs, un séminaire de rentrée permet de rassembler chaque année, deux jours durant, les administrateurs-trices, Président-e-s des COORACE régionaux et salarié-e-s des COORACE national et régionaux.

Les instances statutaires

COORACE réunit tous les deux mois son Conseil d'Administration national tandis que son Bureau national se réunit a minima une fois par mois, pour un pilotage stratégique de la fédération et une cohérence de l'ensemble des actions.

Quelques temps forts...

2014

Des CTN au service de la mutation

A partir d'angles thématiques clés, les participant-e-s aux CTN ont pu partager en 2014 leurs méthodes et problématiques d'animation au service de l'accompagnement des entreprises dans la mutation. Avec l'appui méthodologique d'Eric Pallandre (Oxalis), ces séquences ont permis de capitaliser sur les différentes stratégies du réseau et de **renforcer les compétences individuelles et collectives** de ses animateur-trice-s.

Les thématiques clés abordées :

- La qualité des emplois dans nos entreprises.
- Les partenariats entre entreprises COORACE et autres acteur-trice-s économiques des territoires.
- L'évaluation de l'utilité sociale territoriale.

Le rapprochement des chargé-e-s de missions autour du développement économique

Les 24 et 25 mars 2014, une dizaine de responsables et chargé-e-s de mission Développement économique issu-e-s du COORACE national et des COORACE régionaux se sont réuni-e-s à Nantes pour mutualiser leurs outils et modes d'animation au service de cette fonction.



La Journée Entreprendre Solidaire

Le 16 décembre 2014, COORACE a organisé une Journée Entreprendre Solidaire à la Halle Pajol à Paris. 300 adhérents se sont réunis pour échanger sur le développement économique et social de leurs entreprises.



Des parcours d'ateliers personnalisés

Les participant-e-s ont pu se constituer des parcours personnalisés, en choisissant un levier de développement économique et social parmi les quatre proposés :

- Coopérer et mutualiser
- Créer et reprendre des activités
- Développer son offre de service
- Faire évoluer son modèle économique



Deux temps de débats avec des personnalités de l'ESS

Deux tables rondes ont rassemblé des personnalités du secteur :

"L'entreprise solidaire COORACE : une place nouvelle dans le paysage dessiné par la loi sur l'économie sociale et solidaire",

en présence de

Fanélie CARREY-CONTE, Députée de la 15^e circonscription de Paris, Danièle DEMOUSTIER, économiste, Catherine JOLY, Directrice adjointe du cabinet de Carole DELGA et Pierre LANGLADE, Président de COORACE.

Débat animé par Philippe FREMEAUX, d'Alternatives Economiques.



"Entreprises de l'économie sociale et solidaire et entreprises classiques : comment agir ensemble sur l'emploi ?"

en présence de

Louis GALLOIS, Président de la FNARS, Laurent BERGER, Secrétaire général de la CFDT, Frédéric PAUL, Délégué général de l'Union Sociale pour l'Habitat, Guy HASCOËT, ancien Secrétaire d'Etat à l'ESS, mission Alliance Dynamique du Groupe La Poste et Christophe CHEVALIER, Fondateur de Pôle Sud Archer et Porte-parole COORACE.

Débat animé par Sophie de RAVINEL, journaliste.

Suite >





**Des entreprises certifiées
CEDRE ISO 9001 à l'honneur**

Un focus a été consacré aux entreprises du réseau certifiées CEDRE ISO 9001. 8 adhérents se sont vus remettre leur certification ce 16 décembre (voir p 23)



**Le vote des nouveaux statuts
de la fédération**

La Journée Entreprendre Solidaire a aussi été l'occasion d'une Assemblée Générale Extraordinaire au cours de laquelle ont été votés les nouveaux statuts de la fédération COORACE (voir page 9)



**La signature du partenariat
ERDF - COORACE**

La journée s'est achevée par la signature d'un partenariat économique national entre ERDF et COORACE, en présence de Francis BACQUET, Directeur Développement Durable d'ERDF et de Pierre LANGLADE, Président de COORACE.

Les partenaires de la Journée Entreprendre Solidaire



Mieux connaître COORACE

**Découvrir la fédération et
son réseau d'entreprises**

- la **plaquette COORACE** et ses fiches thématiques (offre de services, orientations stratégiques...)
- le **catalogue Formation 2015**
- l'**Observatoire COORACE 2013** ou 2014
- l'**Observatoire Égalité Femmes Hommes COORACE 2013** ou 2014
- l'**Observatoire de l'IAE en Europe COORACE 2013**
- la **présentation de la démarche d'évaluation** de l'utilité sociale territoriale proposée par COORACE
- la **présentation de la certification CEDRE ISO 9001** proposée par COORACE
- "Rejoindre COORACE, un réseau en action"

Contactez-nous

pour recevoir ces supports en retournant la présente page avec l'indication de vos coordonnées à : communication@coorace.org

**Être informé-e en temps réel
de l'actualité COORACE**

Trois lettres d'information mensuelles

- **COORACE Agit**, pour être informé-e de l'actualité du secteur, de la fédération et de son réseau d'entreprises
- **L'Actu Formation**, pour connaître les formations - thèmes, dates et lieux - proposées par COORACE Formation tout au long de l'année dans toute la France
- **COORACE Hebdo**, exclusivement destinée aux adhérents, pour être informé-e, outillé-e, accompagné-e sur tous les sujets que nous partageons...



Retrouvez nous aussi sur :



Un site www.coorace.org

Un site alimenté chaque jour avec, **pour les adhérents COORACE, un espace adhérent personnalisable.** Vous y retrouvez une boîte à outils couvrant tous vos champs d'intervention, des informations exclusives, des invitations personnelles...



En tant que représentant-e COORACE...

Que vous soyez salarié-e ou bénévole, quelles que soient vos missions dans la structure, créez votre compte utilisateur pour bénéficier d'un accès personnel à l'espace adhérent qui vous est dédié (communication@coorace.org).

LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS

22 MAI 2015

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE COORACE

OCTOBRE 2015

SÉMINAIRE QUALITÉ COORACE

2^{ÈME} SEMESTRE 2015

RENCONTRES RÉGIONALES AUTOUR DE LA MISE EN ŒUVRE
DE LA STRATÉGIE 12-17

7 ET 8 JUIN 2016

CONGRÈS COORACE ET 30 ANS DE LA FÉDÉRATION

LA FÉDÉRATION COORACE EST SOUTENUE PAR :

